

En 2017, d'après le Baromètre d'opinion de la DREES, 13 % des personnes se considèrent comme pauvres et 23 % pensent qu'elles peuvent le devenir dans les cinq prochaines années. La pauvreté est citée par près de neuf Français sur dix comme étant un sujet préoccupant. Le sentiment d'une hausse, passée comme future, de la pauvreté et de l'exclusion sociale en France est très communément partagé. Six Français sur dix sont favorables à une revalorisation du revenu de solidarité active (RSA), dont le montant est très éloigné du revenu considéré par les Français comme le minimum pour vivre (évalué, en moyenne, à 1 570 euros par mois pour une personne seule). Par ailleurs, huit Français sur dix estiment que beaucoup de personnes ne bénéficient pas des droits et allocations auxquels elles peuvent prétendre.

Près de deux tiers des Français se sentent à l'abri de la pauvreté

En 2017, selon le Baromètre d'opinion de la DREES (*encadré 1*), 13 % des Français estiment être en situation de pauvreté¹ et 23 % qu'ils peuvent devenir pauvres dans les cinq prochaines années (*graphique 1*). À l'inverse, 64 % des Français ne se sentent pas exposés au risque de pauvreté. Ces proportions demeurent relativement stables depuis 2015.

Ce sentiment d'exposition au risque de pauvreté varie très fortement selon le niveau de vie² : parmi les 20 % des ménages les plus aisés, près de neuf personnes sur dix se sentent protégées, contre seulement une personne sur trois parmi les 20 % des ménages les plus modestes. Trois personnes occupant un emploi à temps complet sur dix estiment qu'elles peuvent basculer dans la pauvreté ou qu'elles sont déjà pauvres, contre six personnes en recherche d'emploi sur dix. L'écart d'appréciation du risque de pauvreté entre ces deux catégories de population, déjà très important en 2016, se creuse en 2017 : il augmente de 7 points de pourcentage (il est de 32 points de pourcentage en 2017 contre 25 en 2016).

Un sentiment de hausse à venir de la pauvreté très répandu mais qui diminue en 2017

Si les Français ont, en majorité, le sentiment d'être à l'abri du risque de pauvreté, la question de la précarité les inquiète fortement. La pauvreté est citée par près de neuf Français sur dix comme étant un sujet préoccupant. Il en va de même pour le niveau des salaires et du pouvoir d'achat et, dans une moindre mesure (pour huit Français sur dix), pour le chômage. Neuf personnes sur dix pensent que la pauvreté et l'exclusion se sont renforcées au cours des cinq dernières années, une part restée relativement stable au cours des dernières vagues du Baromètre, après avoir augmenté régulièrement entre 2004 et 2011 (+8 points de pourcentage) [*graphique 2*]. Cette part baisse de 3 points de pourcentage en 2017.

La proportion de la population déclarant que la hausse de la pauvreté et de l'exclusion va se poursuivre dans les cinq prochaines années a davantage progressé sur longue période : elle est ainsi passée de 75 % en 2004 à 87 % en 2011, puis à 90 % en 2016. On observe toutefois une baisse de 5 points de pourcentage en 2017, mais il est trop tôt pour conclure s'il s'agit ou non d'une rupture de tendance durable.

1. À titre de référence, le taux de pauvreté monétaire au seuil de 60 % du niveau de vie médian est de 14,2 % en France métropolitaine en 2015 (voir fiche 02).

2. Le niveau de vie s'entend dans cette fiche comme le revenu déclaré par unité de consommation du ménage. Le nombre d'unités de consommation du ménage est calculé selon l'échelle d'équivalence dite « de l'OCDE modifiée », où le premier adulte compte pour 1, les autres personnes de 14 ans ou plus pour 0,5 et les moins de 14 ans pour 0,3.

Une forte crainte vis-à-vis du chômage et un soutien marqué à une hausse des minima sociaux

La préoccupation pour la pauvreté au sein de la société française s'accompagne d'une vive inquiétude pour son entourage vis-à-vis du chômage. En 2017, 41 % des personnes qui ne sont pas à la recherche d'un emploi redoutent qu'elles-mêmes ou un de leurs proches se retrouve au chômage à court terme.

Devant ces craintes sur les risques de pauvreté et de chômage, les Français sont majoritairement

favorables à l'idée d'une hausse des minima sociaux. Six Français sur dix se prononcent ainsi en faveur de l'augmentation du revenu de solidarité active (RSA), contre un peu moins d'un Français sur deux en 2014. Toutefois, parmi les personnes favorables à une hausse du RSA, une partie seulement (41 %) se déclarent prêtes à accepter une hausse de leurs impôts pour financer une telle mesure.

Les montants des minima sociaux, qui garantissent au minimum des niveaux de revenu compris, en général, entre 500 et 800 euros par mois pour une personne seule³, restent inférieurs à ce que de

Encadré 1 Le Baromètre d'opinion de la DREES

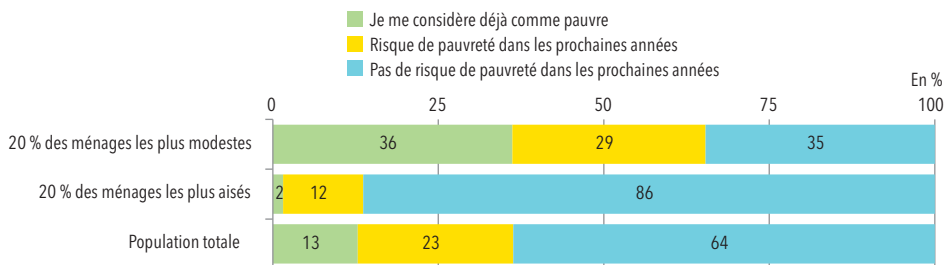
Le Baromètre d'opinion de la DREES est une enquête de suivi de l'opinion sur la santé, la protection sociale (assurance maladie, retraite, famille, handicap et dépendance, pauvreté et exclusion), les inégalités et la cohésion sociale. Commandée par la DREES tous les ans depuis 2000 (sauf en 2003), elle est effectuée en face à face auprès d'un échantillon d'environ 3 000 personnes représentatives de la population habitant en France métropolitaine et âgées de 18 ans ou plus. L'échantillon est construit selon la méthode des quotas : par sexe, âge, profession de la personne de référence, après stratification par région et catégorie d'agglomération.

Pour des raisons de commodité, les personnes interrogées dans le cadre de ce Baromètre (résidents en France métropolitaine âgés de 18 ans ou plus) sont désignées ici par le terme « Français ».

Précautions d'interprétation des enquêtes d'opinion

Les réponses à une enquête d'opinion sont particulièrement sensibles à la formulation des questions et à leur place dans le questionnaire. Du fait de leur ancienneté et de la stabilité du questionnaire, ces enquêtes permettent néanmoins des comparaisons entre catégories (selon le revenu, l'âge, etc.) et dans le temps. Toutefois, compte tenu de la taille de l'échantillon, de faibles variations peuvent ne refléter que des imperfections de mesure.

Graphique 1 Perception de la situation personnelle vis-à-vis de la pauvreté, en 2017



Note > Question posée : « Et vous personnellement, pensez-vous qu'il y ait un risque que vous deveniez pauvre dans les cinq prochaines années ? ... Oui, plutôt/Non, plutôt pas/Je me considère déjà comme pauvre. »

Lecture > La proportion des personnes interrogées qui se considèrent comme pauvres est de 13 % en 2017.

Champ > Personnes résidant en France métropolitaine et âgées de 18 ans ou plus.

Source > DREES, Baromètre d'opinion 2017.

3. Ces niveaux sont approximativement ceux du RSA et du minimum vieillesse pour une personne seule.

nombreux Français estiment être le revenu mensuel minimum dont un individu doit disposer pour vivre⁴. En effet, seuls 2 % des Français évaluent le minimum pour vivre à 800 euros mensuels ou moins pour une personne seule. En moyenne, ce revenu minimum pour vivre est évalué à 1 570 euros par mois et deux tiers des Français le situent à un niveau au moins égal à 1 500 euros.

Huit Français sur dix pensent que le non-recours aux prestations et aux droits est important

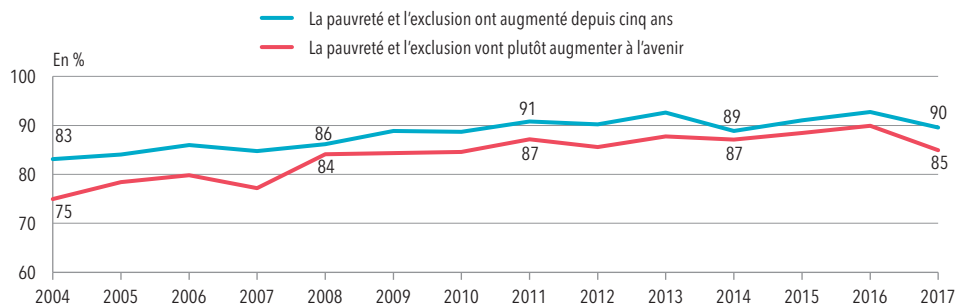
Le non-recours aux prestations sociales se définit comme le fait d'être éligible à une prestation sociale et de ne pas en bénéficier. Ce phénomène peut être important pour certaines prestations. Par exemple, selon le rapport d'évaluation de la prime d'activité remis au Parlement en 2017, le taux de non-recours à cette prime serait d'environ 30 %.

Plus de huit Français sur dix estiment que de nombreuses personnes ne bénéficient pas des droits et allocations auxquels elles peuvent prétendre. Mais, symétriquement, plus de sept Français sur dix pensent aussi que beaucoup de personnes perçoivent des allocations alors qu'elles n'y ont pas droit.

Les populations les plus fragiles sont un peu plus souvent convaincues que les autres de l'importance du phénomène de non-recours. Parmi les 20 % des ménages les plus modestes, 85 % considèrent que beaucoup de personnes ne bénéficient pas des droits auxquels elles peuvent prétendre, contre 77 % parmi les 20 % des ménages les plus aisés (tableau 1). En revanche, ce sont les Français aux niveaux de vie proches de la médiane qui pensent le plus souvent que beaucoup de personnes perçoivent des allocations alors qu'elles n'y ont pas droit (79 % pour les ménages du troisième quintile de niveau de vie contre 74 % pour le premier quintile), les ménages du dernier quintile partageant le moins cette opinion (62 %).

Les causes du non-recours peuvent être multiples. Les Français citent différentes causes principales à ce phénomène. Plus de la moitié des enquêtés l'expliquent par le manque d'information sur les aides ou sur les organismes auxquels s'adresser et près d'un quart par la complexité et la longueur des démarches à réaliser (graphique 3). 9 % des enquêtés expliquent le non-recours par une crainte d'éventuelles répercussions négatives (rendre des comptes, faire l'objet de contrôles, ou subir des conséquences

Graphique 2 Perception de l'évolution de la pauvreté et de l'exclusion, depuis 2004



Note > Questions posées : « Selon vous, depuis cinq ans, la pauvreté et l'exclusion en France... ont diminué/ont augmenté/(sont restées stables) ? ». « Et à l'avenir, pensez-vous que la pauvreté et l'exclusion en France... vont plutôt augmenter/vont plutôt diminuer/(resteront stables) ? ». Les modalités entre parenthèses ne sont pas proposées explicitement par les enquêteurs.

Lecture > La proportion des personnes interrogées qui estiment que « la pauvreté et l'exclusion vont plutôt augmenter à l'avenir » est passée de 75 % en 2004 à 85 % en 2017.

Champ > Personnes résidant en France métropolitaine et âgées de 18 ans ou plus.

Source > DREES, Baromètres d'opinion 2004-2017.

4. La question posée est la suivante : « Selon vous, pour vivre, quel est le montant dont doit disposer au minimum un individu par mois (en euros) ? ».

négatives...) et 7 % des Français par un refus de dépendre de l'aide sociale et d'être considéré comme des « assistés ».

Les Français les plus aisés ont davantage tendance à citer comme principale cause du non-recours le manque d'information (57 % des Français

appartenant aux 20 % des ménages les plus aisés contre 49 % pour les 20 % les plus modestes). À l'inverse, les ménages les plus modestes citent davantage que les plus aisés le refus de dépendre de l'aide sociale (9 % contre 5 % pour les 20 % des ménages les plus aisés). ■

Tableau 1 Opinion des Français concernant l'importance du non-recours et de la fraude sociale, selon leur niveau de vie, en 2017

Quintile de niveau de vie	En %	
	Beaucoup de personnes ne bénéficient pas des droits ou allocations auxquels elles peuvent prétendre	Beaucoup de personnes perçoivent des allocations alors qu'elles n'y ont pas droit
Premier quintile (20 % des ménages les plus modestes)	85	74
Deuxième quintile	84	78
Troisième quintile	84	79
Quatrième quintile	81	76
Cinquième quintile (20 % des ménages les plus aisés)	77	62
Ensemble	82	74

Note > Question posée : « Il existe, dans notre pays, un certain nombre de droits, de services et d'allocations pour aider les citoyens à faire face aux différents risques sociaux : handicap, dépendance, vieillesse, chômage, maladie, précarité, exclusion, etc. Êtes-vous tout à fait d'accord, plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec les affirmations suivantes ?

1) Beaucoup de personnes ne bénéficient pas des droits ou allocations auxquels elles peuvent prétendre.

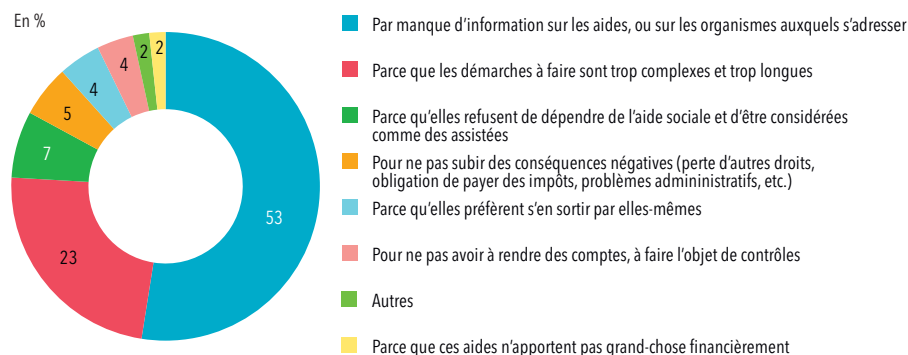
2) Beaucoup de personnes perçoivent des allocations alors qu'elles n'y ont pas droit ».

Lecture > 85 % des Français appartenant aux 20 % des ménages les plus modestes sont plutôt d'accord ou tout à fait d'accord avec le fait que beaucoup de personnes ne bénéficient pas des droits ou allocations auxquels elles peuvent prétendre.

Champ > Personnes résidant en France métropolitaine et âgées de 18 ans ou plus.

Source > DREES, Baromètre d'opinion 2017.

Graphique 3 Causes principales du non-recours aux aides et dispositifs sociaux selon les Français, en 2017



Note > Question posée : « Pour quelle raison principale pensez-vous que certaines personnes ne bénéficient pas d'allocations, droits, aides ou tarifs sociaux auxquels elles peuvent prétendre ? ».

Lecture > 53 % des Français estiment que la raison principale du non-recours est le « manque d'information sur les aides, ou sur les organismes auxquels s'adresser ».

Champ > Personnes résidant en France métropolitaine et âgées de 18 ans ou plus.

Source > DREES, Baromètre d'opinion 2017.

Pour en savoir plus

- > **Antunez, K., Papuchon, A.** (2018, mars). En 2017, des Français moins inquiets et davantage demandeurs d'intervention publique. Synthèse des résultats de l'enquête 2017 du Baromètre d'opinion de la DREES sur la santé, la protection sociale et les inégalités.
- > Baromètre d'opinion de la DREES sur la santé, la protection sociale et les inégalités : Principaux résultats de l'enquête 2017, (2018, mars). Rapport de BVA des résultats de l'enquête 2017.
- > Direction générale de la cohésion sociale (DGCS) en lien avec la Caisse nationale des allocations familiales (CNAF) et la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES) (2017). Rapport d'évaluation de la prime d'activité.
- > **Perron-Bailly, E.** (2017, janvier). Handicap, dépendance, pauvreté : les Français solidaires des plus vulnérables. DREES, *Études et Résultats*, 990.